

# Défense: le chantier qui attend la France en 2012

Par **LOUIS GAUTIER**

Conseiller pour la défense de Lionel Jospin à Matignon (1997-2002) et président du groupe Orion à la Fondation Jean-Jaurès

Nicolas Sarkozy sait peut-être où le mène son action militaire en Libye, mais sait-il ce qu'il a fait de la défense française? En Libye comme en Afghanistan, les démonstrations de force avec le meilleur de nos capacités masquent en réalité une situation détériorée de nos armées. Depuis 2007, la politique de défense française est conduite sur des foucades et par à-coups. L'horizon du *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* (publié en juin 2008) a été obscurci par un vol de cygnes noirs mais les imprévus de l'histoire ces quatre dernières années, crise financière et révolutions arabes notamment, ne sont pas seuls en cause dans les revirements de notre politique militaire. Après avoir réintégré l'Otan sans conditions ni garanties, nos dirigeants se sont aperçu des inconvénients de cette décision. Ils ont cherché à corriger le tir comme on l'a vu en Libye. Trop tard hélas pour faire marche arrière. L'Europe de la défense n'a pas été mieux lotie. Après avoir plaidé son impérieuse nécessité, Nicolas Sarkozy a définitivement tourné le dos à cette ambition pour s'abandonner au succès étroit de la coopération avec les Britanniques.

Quant à la loi de programmation militaire 2009-2014, elle est aujourd'hui en miettes. Il faut dire qu'elle reposait sur un mensonge: l'équilibrage des dépenses par des recettes exceptionnelles, notamment immobilières, manifestement hors d'atteinte. Nicolas Sarkozy qui, à son arrivée au pouvoir, imposa au ministère de la Défense la suppression de 54 000 postes pour combler les trous laissés par son prédécesseur, légua lui-même à son successeur une ardoise d'impayés et de traites sur l'avenir de plusieurs dizaines de milliards d'euros. Sa présidence aura, en tout, manqué de constance. Mais pour la Défense, dont les choix sont nécessairement de long terme, les changements de pied politiques et une gestion à la petite semaine ont des effets dévastateurs. Que recommander à son successeur? Être cohérent et honnête! Dire où l'on va, avec quels moyens et dans quel cadre. Ce qui implique de cerner les enjeux et d'éviter les faux débats.

L'avenir de la dissuasion nucléaire française pose

question mais pas dans l'immédiat. Alors que la prolifération nucléaire et balistique s'accélère, les armes nucléaires conservent un rôle substantiel pour la défense de la France. La modernisation de nos capacités stratégiques, en passe d'être achevée, les situe parmi les plus performantes au monde.

La France détient un incontestable avantage politique et militaire. Faut-il tailler dans cet arsenal dont la force océanique est le pivot? Supprimer la composante aérienne qui vient juste d'être payée ne présente aucun intérêt en termes d'économies; le décider unilatéralement nous priverait en outre bêtement d'un levier dans les négociations multilatérales de désarmement. Au-delà de 2030, horizon d'obsolescence des armements en cours et de développement des systèmes antimissiles, le futur de notre dissuasion est dans un angle mort. Le prochain président devra rendre des arbitrages difficiles sur la relève des programmes de dissuasion ou sur leur abandon. Il devra aussi trancher la participation de la France au bouclier anti-

**Le prochain président devra rendre des arbitrages difficiles sur les programmes de dissuasion. Il devra aussi trancher la participation de la France au bouclier antimissiles de l'Otan.**

missiles de l'Otan. Plus généralement, il lui reviendra de décider des équipements qui dimensionnent la supériorité militaire au XXI<sup>e</sup> siècle (satellites, drones, missiles) dont le financement est défaillant. Ces choix conditionnent l'autonomie de nos approvisionnements stratégiques et la survie d'une base industrielle de défense qui suppose aussi la réalisation de nouvelles fusions et des consolidations d'entreprises.

L'Europe de la défense est en panne. Sa relance est impérative mais se heurte à tant d'obstacles et à un tel scepticisme qu'on pourrait être tenté, comme Nicolas Sarkozy, de jeter l'éponge. Ce serait une erreur dont les générations futures nous feront le reproche. La France doit reprendre l'initiative avec les Allemands, les Britanniques, les Polonais, les Espagnols,

les Italiens, les Belges, les Grecs et tous ceux qui voudront collectivement s'atteler à la tâche. Pour cela, il faut tenir à nos partenaires un langage clair. La gouvernance politico-militaire des questions de défense doit se situer dans l'Union européenne. L'Otan est une organisation pourvoyeuse de moyens logistiques et de commandement, une boîte à outils dont il faut se servir. On ne sortira donc pas de l'Otan, mais cette organisation est à une croisée de chemins. Quoique toujours importante à leurs yeux, elle n'est plus une priorité pour les Américains. Elle est désormais le problème des Européens: celui de leurs divisions face aux hypothèses d'emploi de la force et celui de leurs appareils de défense en voie de déclassement. Le manque d'intégration des armées européennes est aussi problématique pour l'Union que pour l'Otan.

Une remise à plat du budget des armées et de notre programmation militaire est inévitable. Il faudra dénoncer certains contrats d'externalisation coûteux.

Pourquoi consacrer tant de crédits aux infrastructures quand le financement des équipements est aussi peu assuré? En ce qui concerne le format des armées, une limite basse a été atteinte. Non seulement l'effectif de nos forces, à niveau d'activité inchangé, permet difficilement de maintenir dans la durée certaines opérations, mais il rend

problématique en cas de crise majeure interne (un accident nucléaire) une mobilisation rapide et massive des armées. Enfin, il convient de recentrer nos opérations extérieures dont la multiplication disperse l'effort et grève les budgets (1,2 milliard d'euros en 2011). En Afghanistan, après la mort de Ben Laden, il est clair que la France n'a plus qu'un objectif secondaire – ne pas nous désolidariser des Américains – et une préoccupation: organiser un repli militaire en bon ordre. En première ligne en Libye, exposée aux menées d'Al-Qaeda au Maghreb islamique au Sahel, à portée des contre-effets possibles des crises arabes, la France serait bien inspirée de reconcentrer ses efforts diplomatiques et son dispositif militaire sur les enjeux de sécurité en Méditerranée et en Afrique.